



Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique



Avec qui

- L'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique est conduite par le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) du FIDA, en collaboration avec la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), l'Union postale universelle (UPU) et l'Institut mondial des caisses d'épargne/le Groupement européen des caisses d'épargne (IMCE/GECE)
- L'initiative est cofinancée par l'Union européenne



Où

- L'initiative couvrira 11 pays d'Afrique

Objectifs

- Réduire le coût des envois de fonds vers et en Afrique
- Raccourcir la durée des transactions
- Étendre le réseau de points de transaction ruraux
- Élargir la gamme des services financiers

Coût total du programme

- 7 millions d'USD

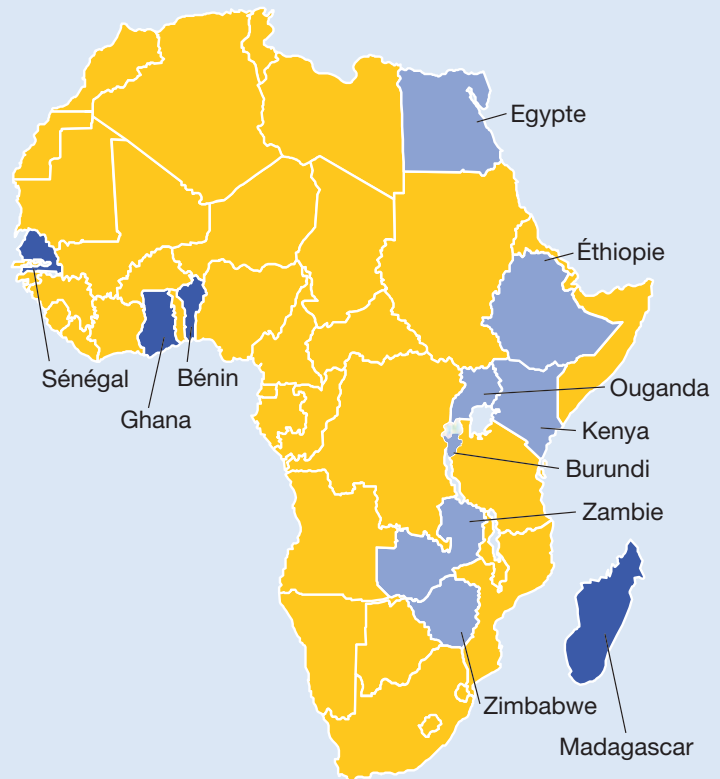
Aujourd'hui, plus de 30 millions d'Africains vivent loin de leur pays d'origine. En 2012, les migrants issus du continent africain ont fait parvenir chez eux plus de 50 milliards d'USD, par le biais d'envois de fonds internationaux. Ces flux revêtent une importance vitale pour le continent puisqu'on trouve en Afrique près d'un quart des 40 pays du monde dans lesquels les transferts des migrants contribuent à 10% ou plus du PIB. La même année, le coût des envois de fonds vers l'Afrique et en Afrique était plus élevé que partout ailleurs dans le monde. Dans les zones rurales, il s'élevait jusqu'à près de 20 pour cent du montant de l'envoi. La réduction du coût de ces envois et leur intégration dans le système financier officiel peut notablement améliorer les conditions économiques et sociales des familles et contribuer au développement communautaire et national.

En quoi consiste l'initiative?

L'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique est un programme régional lancé conjointement par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Commission européenne, en collaboration avec la Banque mondiale, l'Union postale universelle (UPU) – une organisation spécialisée des Nations Unies pour le secteur postal –, l'Institut mondial des caisses d'épargne/le Groupement européen des caisses d'épargne (IMCE/GECE) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

Où

L'Initiative vise à amplifier le rôle des réseaux postaux dans les zones rurales d'Afrique et couvrira jusqu'à onze pays pilote. Dans le cadre de l'initiative, des plans pour l'exécution de projets pilote ont été préparés, sur la base d'évaluations préalables des besoins. L'Initiative vise à fournir une assistance technique à la mise en œuvre de ces plans, afin de développer les services d'envois de fonds et de promouvoir des solutions innovatrices pour la connectivité et les nouvelles technologies. Les domaines d'intervention couvriront les études de marché, la commercialisation, la formation, l'appui à la mise en œuvre de technologies de l'information et de la communication et la gestion financière. Quatre pays – Bénin, Ghana, Madagascar et Sénégal – recevront cette assistance technique. Dans chacun des sept autres pays – Burundi, Egypte, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Zambie et Zimbabwe – l'Initiative financera une analyse de la situation, une évaluation des besoins et un plan d'exécution. L'Initiative prévoit aussi de financer des actions de plaidoyer sur les politiques et la diffusion des meilleures pratiques pour contribuer à l'élargissement et la transposition des projets sur tout le continent africain.



- Assistance technique pour 4 pays : Bénin, Ghana, Madagascar et Sénégal
- Analyse, évaluation des besoins et plan d'exécution pour 7 pays additionnels : Burundi, Egypte, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Zambie, Zimbabwe

Ce partenariat est unique de par la diversité de ses membres et vise à stimuler la compétition sur le marché africain des envois de fonds. A cet effet, il encourage les bureaux de poste africains à offrir des services d'envoi de fonds ainsi que des services financiers, en contribuant à leur donner les moyens nécessaires. Les bureaux de poste sont idéalement placés pour assurer le versement des envois de fonds dans les zones rurales. Toutefois, ils n'ont souvent ni le modèle commercial, ni les technologies, ni les compétences pour traiter les règlements tels que les envois de fonds en temps réel et d'une manière efficace et sûre. L'objectif de cette initiative est de promouvoir, de soutenir et de répliquer à plus grande échelle l'intégration des services d'envoi de fonds dans les grands réseaux postaux africains.

Les objectifs de l'initiative sont les suivants :

- **Réduire le coût** des envois de fonds vers et en Afrique. C'est la méthode la plus efficace si l'on veut que les fonds restent, pour l'essentiel, dans les mains des expéditeurs et de leurs familles. Chaque fois que le coût des envois de fonds baisse de 1 pour cent, les migrants africains et leurs familles économisent jusqu'à 500 millions d'USD.
- **Raccourcir la durée des transactions** associées aux envois de fonds vers et en l'Afrique. Le prix d'un service est un critère de choix important mais la rapidité et la facilité le sont plus encore. Les bureaux de poste doivent offrir des services fiables, rapides et faciles, ce que les processus sur support papier sont loin de garantir. La modernisation encourage de manière décisive le recours aux bureaux de poste pour effectuer les envois de fonds.
- **Étendre le réseau de points de transaction ruraux** où les envois de fonds peuvent être réceptionnés, de façon à réduire le temps et le coût de déplacement des destinataires et à améliorer leur sécurité. Le coût des envois de fonds dans les zones rurales est sensiblement plus élevé que dans les zones urbaines en raison des "coûts cachés" tels que les temps et coûts de déplacement ainsi que les risques sécuritaires associés au trajet à parcourir pour se rendre chez le prestataire de services financiers et en revenir. Si on donne aux bureaux de poste la capacité d'assurer des services financiers, on rapproche ces services des clients ruraux qui auront moins de chemin à faire pour y accéder.
- **Élargir la gamme des services financiers** proposés dans les zones rurales. Le plein accès aux services financiers dépasse largement le

simple cadre des envois de fonds. Les produits d'épargne, de crédit et d'assurance aident les travailleurs migrants et leurs familles à se protéger des crises et favorisent leur autonomie financière sur le long terme. Seul un système d'autorisation réglementaire, associé à la formation du personnel et à la mise en place d'une infrastructure des technologies de l'information appropriée, peut permettre d'obtenir ce résultat.



Pourquoi cette initiative?

Des recherches récemment conduites par le FIDA et la Banque mondiale ont montré que le coût des envois de fonds vers et en Afrique est plus élevé que partout ailleurs dans le monde. Une part importante de ces envois de fonds est généralement destinée aux zones rurales, où ils complètent les revenus des familles bénéficiaires d'une manière non négligeable. À la différence des bénéficiaires urbains, les bénéficiaires ruraux sont confrontés à des contraintes spécifiques, notamment des "coûts cachés", tels que le temps et le coût du déplacement chez le prestataire de services financiers et les risques sécuritaires associés.

Dans les zones rurales, les bénéficiaires d'envois de fonds dépendent souvent d'un prestataire de services unique et plus cher et n'ont accès qu'à une gamme de services limitée. Par conséquent, la finance rurale reste largement à l'écart des circuits officiels alors qu'un flux de fonds monétaires importants se déverse dans les zones rurales. Selon les recherches conduites par l'UPU, plus de 80 pour cent des bureaux de poste d'Afrique subsaharienne sont situés en dehors des trois plus grandes villes de chaque pays – dans des zones où les banques n'ont généralement pas d'agence.

Les réseaux postaux forment un maillage sur tout le continent africain et donnent la possibilité d'étendre l'accès au règlement par écritures et de proposer des services financiers abordables. D'un côté, les opérateurs postaux s'appuient souvent sur des réseaux physiques de vaste portée qui atteignent les

zones les plus reculées. Ces réseaux bénéficient de la confiance des populations locales, ciblent toutes les catégories de population, et ont de l'expérience en matière de services financiers (envois de fonds, versement de subventions publiques et épargne). D'un autre côté, les opérateurs postaux sont confrontés à une baisse des recettes tirées de leur activité principale de transport du courrier et voient aussi les aides publiques diminuer dès qu'ils deviennent des entreprises postales. En conséquence, les opérateurs postaux mettent déjà en œuvre des stratégies de diversification qui se traduisent par le renforcement de leurs activités de prestation de services financiers. Plusieurs opérateurs postaux d'Afrique sont désireux et capables de développer leurs services financiers mais ont besoin pour cela d'un appui important.

Compte tenu de la taille relative des réseaux de bureaux de poste, les nouveaux produits et gammes de prix adoptés pour les services financiers postaux sont susceptibles d'avoir un effet immédiat sur les prix du marché dans son ensemble. C'est pourquoi l'utilisation des réseaux postaux constitue un outil extrêmement efficace pour influencer le marché global. En même temps, il est fortement probable que les recettes des bureaux augmentent grâce à la prestation des services financiers postaux, ce qui contribuera à assurer sur le long terme la capacité de ces réseaux à remplir leurs tâches essentielles et leur donnera les moyens de continuer à se développer dans les zones rurales. La réduction du coût des envois de fonds entraîne l'économie directe la plus importante mais c'est le règlement par écritures, qui permet de faire le lien avec une série de services, qui contribuera en dernier ressort à améliorer l'autonomie financière des familles et des communautés. Les institutions financières traditionnelles actuelles n'opèrent guère en dehors des centres urbains et il faut mettre au point de nouveaux modèles opératoires pour favoriser l'inclusion des populations rurales.



Comment fonctionne l'initiative

L'Initiative représente un partenariat original qui associe les principaux acteurs qui travaillent sur les services financiers postaux. Elle s'appuie sur l'expérience des premiers projets d'appui aux services financiers postaux que l'UPU a mis en œuvre sous les auspices du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds établi par le FIDA. En collaboration avec le FIDA, la Banque mondiale et le FENU, les institutions financières internationales apporteront leur expérience et leurs compétences respectives en matière de finance rurale et de réglementation et offriront des possibilités de cofinancement par pays. L'UPU et l'IMCE, qui sont les principaux partenaires du programme (opérateurs postaux nationaux et banques d'épargne postales) s'appuieront sur leur expérience en matière de généralisation de l'accès aux services financiers postaux pour fournir une assistance technique et faciliter le partage des enseignements avec leurs membres.

Dans le cadre de l'Initiative, les partenaires travailleront directement avec les opérateurs postaux nationaux, les organismes de réglementation et les prestataires de services locaux, pour créer de nouveaux modèles de partenariat et définir et multiplier les possibilités d'actions, par le biais de recherches et d'activités de plaidoyer en matière de réglementation et de politique. Ils fourniront une assistance technique, lanceront des activités pilotes et mobiliseront des ressources externes en vue de moderniser les infrastructures des réseaux postaux, de manière à ce que ces derniers puissent offrir des services financiers tels que le règlement par écritures,

les transactions financières par téléphone portable, l'épargne, le crédit et les assurances.

L'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique ne privilégie aucun opérateur particulier et vise à permettre aux réseaux postaux de devenir une précieuse ressource pour tous les acteurs du marché concernés. Grâce à cette initiative, les réseaux postaux seront une nouvelle source commerciale pour tous les prestataires de services d'envoi de fonds, dans un esprit de compétition équitable et dans un contexte d'accès ouvert aux infrastructures financières, et dans le respect des normes et meilleures pratiques internationales. Tous les partenaires associés à l'initiative apporteront leur appui en garantissant la transparence maximale et, pour éviter d'éventuels conflits d'intérêts, prendront des décisions collectives et coordonnées.



Mécanisme de financement pour les envois de fonds

Le Mécanisme de financement pour les envois de fonds (MFEF) est un mécanisme multi-bailleurs qui est doté de 28 millions d'USD et est administré par le Fonds international de développement agricole (FIDA), un organisme spécialisé des Nations Unies ayant pour vocation d'éliminer la pauvreté rurale. Depuis 2006, le MFEF œuvre pour accroître l'impact des envois de fonds sur le développement et aider les ménages ruraux pauvres à accéder à l'autonomie financière. Le Mécanisme cofinance des projets de développement en étroite collaboration avec des partenaires de la société civile et des secteurs public et privé. Le Mécanisme est également un courtier d'informations qui facilite la diffusion, la réplication et l'application à plus grande échelle des meilleures pratiques en matière d'envoi de fonds.



Fonds international de développement agricole
Pedro De Vasconcelos
Coordonnateur du programme MFEF
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Tél: +39 06 5459 2012 - Télécopie: +39 06 5043 463
Courriel: remittances@ifad.org

www.ifad.org/remittances
www.RemittancesGateway.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

